COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 28.9.2026
COM(2026) 496 final

ANNEX

ANNEXE

de la

proposition de DÉCISION DU CONSEIL

établissant la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité spécialisé chargé de la coopération des services répressifs et judiciaires institué par l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, en ce qui concerne une modification des formulaires types de demandes de mesures provisoires et de confiscation visés à l'article 678, paragraphes 4 et 5, dudit accord

ANNEXE

Décision nº [x/yyyy] du comité spécialisé institué par l'article 8, paragraphe 1, point r), de l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part,

du [jj/mm/aaaa]

modifiant les formulaires types de demandes de mesures provisoires et de confiscation visés à l'article 678, paragraphes 4 et 5, de l'accord de commerce et de coopération et figurant à l'annexe 46 dudit accord (2023[1]/)

LE COMITÉ SPÉCIALISÉ CHARGÉ DE LA COOPÉRATION DES SERVICES RÉPRESSIFS ET JUDICIAIRES,

vu l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part (ci-après l'«accord de commerce et de coopération»), et notamment son article 678, paragraphe 6,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe 46 modifiée de l'accord de commerce et de coopération établissant des formulaires types de demandes de mesures provisoires et de confiscation, telle qu'elle figure dans l'appendice de la présente décision, est adoptée.

Article 2

La présente décision prend effet le premier jour du troisième mois suivant la date de son adoption.

Fait à Bruxelles et Londres, le [jj/mm/aaaa]

Par le comité spécialisé chargé de la coopération des services répressifs et judiciaires

Les coprésidents

Appendice

ANNEXE 46

GEL ET CONFISCATION

FORMULAIRE DE DEMANDE DE GEL/DE MESURES PROVISOIRES

SECTION A

État requérant: …

État requis: …

SECTION B: urgence

Motifs du traitement d'urgence et/ou date d'exécution demandée:

Les délais d'exécution de la demande de gel sont fixés à l'article 663 de l'accord. Toutefois, si un délai plus court ou un délai particulier est nécessaire, veuillez fournir la date et la justifier:

SECTION C: personnes concernées

Indiquer toutes les informations, dans la mesure où elles sont connues, relatives à l'identité de la ou des personnes 1) physiques ou 2) morales concernées par la demande de gel ou de la ou des personnes propriétaires des biens faisant l'objet de la demande de gel (si plusieurs personnes sont concernées, veuillez fournir les informations pour chacune d'entre elles):

1. Personne physique:

Nom:

Prénom(s):

Tout autre nom utile, le cas échéant:

Pseudonymes, le cas échéant:

Sexe:

Nationalité:

Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale:

Type et numéro de la ou des pièces d'identité (carte d'identité, passeport), si disponibles:

Date de naissance:

Lieu de naissance:

Résidence et/ou adresse connue; si l'adresse est inconnue, indiquer la dernière adresse connue:

Langue(s) que la personne comprend:

Veuillez indiquer si cette personne est visée par la demande de gel ou est propriétaire des biens faisant l'objet de la demande de gel:

2. Personne morale:

Nom:

Forme:

Dénomination abrégée, dénomination communément utilisée ou raison commerciale, le cas échéant:

Siège social:

Numéro d'immatriculation:

Adresse de la personne morale:

Nom du représentant de la personne morale:

Veuillez indiquer si cette personne morale est visée par la demande de gel ou est propriétaire des biens faisant l'objet de la demande de gel:

Si elle diffère de l'adresse indiquée ci-dessus, veuillez indiquer le lieu où la mesure de gel doit être exécutée:

3. Tiers:

i) Tiers dont les droits afférents aux biens faisant l'objet de la demande de gel sont directement lésés par la demande (identité et motifs), le cas échéant:

ii) dans le cas où des tiers auraient eu la possibilité de revendiquer des droits, veuillez joindre les documents démontrant qu'ils ont eu cette possibilité.

4. Veuillez fournir toute autre information utile pour l'exécution de la demande de gel:

SECTION D: biens concernés

Indiquer toutes les informations, dans la mesure où elles sont connues, relatives aux avoirs faisant l'objet de la demande de gel. Veuillez fournir des informations détaillées sur tous les biens et chacun des objets, le cas échéant:

1. Si la demande de gel porte sur une somme d'argent:

i) Raisons portant à croire que la personne a des biens ou perçoit des revenus dans l'État requis

ii) Description et localisation des biens/de la source de revenus de cette personne

iii) Localisation exacte des biens/de la source de revenus de cette personne

iv) Coordonnées bancaires de cette personne (si elles sont connues)

2. Si la demande de gel porte sur un ou plusieurs biens particuliers (ou sur un ou des biens de valeur équivalente à ces biens):

i) Raisons portant à croire que le ou les biens sont situés dans l'État requis

ii) Description et localisation du ou des biens particuliers

iii) Autres informations utiles

3. Montant total visé par la demande de gel ou d'exécution dans l'État requis (en chiffres et en lettres, indiquer la devise):

SECTION E: motifs de la demande ou de l'émission d'une décision de gel (le cas échéant)

Résumé des faits:

1. Exposer les raisons de la demande de gel ou les motifs pour lesquels la décision a été émise, en y incluant un résumé des faits et motifs à l'origine du gel, une description de l'infraction pénale ou des infractions pénales reprochées, faisant l'objet d'une enquête ou d'une procédure, le stade actuel de l'enquête ou de la procédure, les éléments qui justifient les facteurs de risque invoqués et toute autre information utile.

2. Nature et qualification juridique de l'infraction pénale ou des infractions pénales auxquelles la demande de gel se rapporte ou pour lesquelles la décision de gel a été émise et, le cas échéant, indication précisant s'il s'agit d'une procédure de confiscation relevant du droit civil / non fondée sur une condamnation.

3. Les dispositions suivantes ne s'appliquent que dans le ou les cas où l'État requérant et l'État requis ont procédé à une notification au titre de l'article 670, paragraphe 2, de l'accord:

le cas échéant, cocher une ou plusieurs des infractions suivantes, telles qu'elles sont définies par le droit de l'État requérant, punissables dans l'État requérant d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté d'une durée maximale d'au moins trois ans. Si la demande ou la décision de gel concerne plusieurs infractions pénales, veuillez indiquer les numéros dans la liste d'infractions pénales ci-après (correspondant aux infractions pénales décrites aux points 1 et 2 ci-dessus):

☐ participation à une organisation criminelle,

☐ terrorisme tel qu'il est défini à l'annexe 45,

☐ traite des êtres humains,

☐ exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie,

☐ trafic de stupéfiants et de substances psychotropes,

☐ trafic d'armes, de munitions et d'explosifs,

☐ corruption, y compris la corruption active et passive,

☐ fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers du Royaume-Uni, d'un État membre ou de l'Union,

☐ blanchiment des produits du crime,

☐ faux-monnayage,

☐ cybercriminalité,

☐ criminalité au détriment de l'environnement, y compris le trafic d'espèces animales menacées et le trafic d'espèces et d'essences végétales menacées,

☐ aide à l'entrée et au séjour irréguliers,

☐ homicide volontaire,

☐ coups et blessures graves,

☐ trafic d'organes et de tissus humains,

☐ enlèvement, séquestration et prise d'otages,

☐ racisme et xénophobie,

☐ vol organisé ou vol à main armée,

☐ trafic de biens culturels, y compris les antiquités et les œuvres d'art,

☐ escroquerie,

☐ racket et extorsion de fonds,

☐ contrefaçon et piratage de produits,

☐ falsification de documents administratifs et trafic de faux,

☐ falsification de moyens de paiement,

☐ trafic de substances hormonales et d'autres facteurs de croissance,

☐ trafic de matières nucléaires et radioactives,

☐ trafic de véhicules volés,

☐ viol,

☐ incendie volontaire,

☐ crimes relevant du ressort de la Cour pénale internationale,

☐ détournement d'aéronef, de navire ou d'astronef,

☐ sabotage.

4. Toute autre information utile (par exemple, le lien entre le bien et l'infraction pénale):

SECTION F: confidentialité

☐ Nécessité, après l'exécution, de garder confidentielles les informations figurant dans la demande:

☐ Nécessité, au moment de l'exécution, d'accomplir certaines formalités:

SECTION G: demandes adressées à plusieurs États

Lorsqu'une demande de gel a été transmise à plusieurs États, veuillez fournir les informations suivantes:

1. Une demande de gel a été transmise à l'État ou aux États suivants (État et autorité):

2. Veuillez indiquer les raisons de la transmission de demandes de gel à plusieurs États:

3. Valeur des avoirs, si elle est connue, dans chaque État requis:

4. Veuillez mentionner tout besoin particulier:

SECTION H: lien avec des demandes ou décisions de gel antérieures

Le cas échéant, fournir les informations utiles pour identifier des demandes de gel antérieures ou connexes:

1. Date de la demande ou de l'émission et de la transmission de la décision:

2. Autorité à laquelle elle a été transmise:

3. Référence donnée par les autorités requérantes et les autorités d'exécution:

SECTION I: confiscation

La présente demande de gel est accompagnée d'une décision de confiscation émise dans l'État requérant (numéro de référence de la décision de confiscation):

☐ Oui, numéro de référence:

☐ Non

Les biens restent gelés dans l'État requis dans l'attente de la transmission et de l'exécution de la décision de confiscation (date estimative de la présentation de la décision de confiscation, si possible):

SECTION J: voies de recours (le cas échéant)

Veuillez indiquer si un recours peut être formé dans l'État requérant contre l'émission d'une demande/d'une décision de gel et, dans l'affirmative, veuillez préciser (description des voies de recours, y compris des démarches qu'il est nécessaire d'effectuer, et délais):

SECTION K: autorité requérante

Veuillez fournir des informations détaillées sur l'autorité à l'origine de la présente demande de gel/de mesures provisoires:

1. Type d'autorité d'émission:

☐ juge, juridiction, procureur

☐ autre autorité compétente désignée par l'État requérant

2. Coordonnées:

Nom officiel de l'autorité requérante:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Numéro de dossier:

Adresse:

Nº de tél.: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Courriel:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité requérante:

SECTION L: autorité chargée de mettre en œuvre les enquêtes ou les procédures (si différente de la section K)

☐ Identique à la section K

Si elle diffère de l'autorité mentionnée à la section K, veuillez préciser:

1. Type d'autorité:

☐ juge, juridiction, procureur

☐ Autre autorité compétente désignée par l'État requérant

2. Coordonnées:

Nom officiel de l'autorité:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Numéro de dossier:

Adresse:

Nº de tél.: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Courriel:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité chargée de mettre en œuvre les enquêtes ou les procédures:

SECTION M: autorité centrale

Veuillez indiquer l'autorité centrale chargée de la transmission et de la réception administratives des demandes de gel dans l'État requérant:

Nom officiel de l'autorité centrale:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Numéro de dossier:

Adresse:

Nº de tél.: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Courriel:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité centrale:

SECTION N: informations complémentaires

1. Veuillez indiquer si le principal point de contact dans l'État requérant devrait être:

☐ l'autorité requérante

☐ l'autorité compétente

☐ l'autorité centrale

2. Si elles diffèrent de celles indiquées précédemment, veuillez indiquer les coordonnées de la ou des personnes à contacter en vue d'obtenir des informations complémentaires concernant la présente demande de gel:

Nom/titre/organisation:

Adresse:

Courriel/nº de téléphone:

SECTION O: autorité judiciaire accordant l'autorisation (facultatif, le cas échéant)

Veuillez indiquer le type d'autorité judiciaire qui a autorisé la présente demande de gel/de mesures provisoires, le cas échéant, lorsque l'autorité requérante (section K) n'est pas une autorité judiciaire (juge, juridiction ou procureur):

☐ sans objet

☐ juge

☐ juridiction

☐ procureur

Nom officiel de l'autorité judiciaire ayant accordé l'autorisation:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Numéro de dossier:

Adresse:

Nº de tél.: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Courriel:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité judiciaire ayant accordé l'autorisation:

SECTION P: signature

Signature de l'autorité requérante ou de son représentant certifiant que le contenu du présent formulaire de demande de gel/de mesures provisoires est exact et correct:

Nom:

Fonction (titre/grade):

Date:

Cachet officiel (si disponible):

SECTION Q: annexes

L'original ou la copie certifiée conforme de la décision de gel doit accompagner le formulaire de demande de gel/de mesures provisoires si une décision de gel a été émise dans l'État requérant.

FORMULAIRE DE DEMANDE DE CONFISCATION

SECTION A

État requérant: …

État requis: …

SECTION B: décision de confiscation

Date d'émission: …

Date à laquelle la décision est devenue définitive: …

Numéro de référence: …

Montant total fixé dans la décision en chiffres et en lettres, indiquer la devise

Montant visé par la demande d'exécution dans l'État requis, ou s'il s'agit de type(s) particulier(s) de biens, description et localisation des biens

Veuillez donner des précisions sur les constatations de la juridiction en lien avec la décision de confiscation:

☐ les biens constituent le produit d'une infraction ou correspondent en tout ou partie à la valeur de ce produit;

☐ les biens constituent l'instrument d'une telle infraction;

☐ les biens sont susceptibles de confiscation élargie;

☐ les biens sont passibles de confiscation en application de toute autre disposition relative aux pouvoirs de confiscation, y compris de confiscation sans condamnation définitive, dans le droit de l'État requérant à la suite d'une procédure en lien avec une infraction pénale

SECTION C: personnes concernées

Indiquer toutes les informations, dans la mesure où elles sont connues, relatives à l'identité de la ou des personnes 1) physiques ou 2) morales concernées par la demande de confiscation (si plus d'une personne est concernée, veuillez fournir les informations pour chacune d'entre elles):

1. Personne physique:

Nom:

Prénom(s):

Tout autre nom utile, le cas échéant:

Pseudonymes, le cas échéant:

Sexe:

Nationalité:

Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale:

Type et numéro de la ou des pièces d'identité (carte d'identité, passeport), si disponibles:

Date de naissance:

Lieu de naissance:

Résidence et/ou adresse connue; si l'adresse est inconnue, indiquer la dernière adresse connue:

Langue(s) que la personne comprend:

Veuillez indiquer si cette personne est visée par la demande de confiscation ou est propriétaire des biens faisant l'objet de la demande de confiscation:

2. Personne morale:

Nom:

Forme:

Dénomination abrégée, dénomination communément utilisée ou raison commerciale, le cas échéant:

Siège social:

Numéro d'immatriculation:

Adresse de la personne morale:

Nom du représentant de la personne morale:

Si elle diffère de l'adresse indiquée ci-dessus, veuillez indiquer le lieu où la demande de confiscation doit être exécutée:

3. Tiers:

i) tiers dont les droits afférents aux biens faisant l'objet de la demande de confiscation sont directement lésés par la demande (identité et motifs), s'ils sont connus/le cas échéant:

ii) dans le cas où des tiers auraient eu la possibilité de revendiquer des droits, veuillez joindre les documents démontrant qu'ils ont eu cette possibilité.

4. Veuillez fournir toute autre information utile pour l'exécution de la demande de confiscation:

SECTION D: biens concernés

Indiquer toutes les informations, dans la mesure où elles sont connues, relatives aux avoirs faisant l'objet de la confiscation. Veuillez fournir des informations détaillées sur tous les biens et chacun des objets, le cas échéant:

1. Si la demande porte sur une somme d'argent:

i) Raisons portant à croire que la personne a des biens ou perçoit des revenus dans l'État requis:

ii) Description et localisation des biens/de la source de revenus:

2. Si la demande porte sur un ou des biens particuliers:

i) Motifs portant à croire que le ou les biens sont situés dans l'État requis:

ii) Description et localisation du ou des biens particuliers:

3. Valeur des biens:

i) Montant total mentionné dans la demande (montant approximatif):

ii) Montant total visé par la demande d'exécution dans l'État requis (montant approximatif):

iii) S'il s'agit de type(s) particulier(s) de biens, description et localisation des biens:

SECTION E: motifs de confiscation

Résumé des faits:

1. Exposer les raisons pour lesquelles une décision de confiscation a été émise, en y incluant un résumé des faits et motifs à l'origine de la confiscation, une description des infractions, les éléments qui justifient les facteurs de risque invoqués et toute autre information utile (date, lieu et circonstances de l'infraction, par exemple):

2. Nature et qualification juridique de l'infraction ou des infractions pour lesquelles la décision de confiscation a été émise, de la ou des dispositions juridiques applicables et, le cas échéant, indication précisant s'il s'agit d'une procédure de confiscation relevant du droit civil / non fondée sur une condamnation.

3. Les dispositions suivantes ne s'appliquent que dans le cas où l'État requérant et l'État requis auraient procédé à une notification au titre de l'article 670, paragraphe 2, de l'accord: le cas échéant, cocher une ou plusieurs des infractions suivantes, telles qu'elles sont définies par le droit de l'État requérant, punissables dans l'État requérant d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté d'une durée maximale d'au moins trois ans. Lorsque la décision de confiscation concerne plusieurs infractions pénales, veuillez indiquer les numéros dans la liste d'infractions pénales ci-dessous (correspondant aux infractions pénales décrites aux points 1 et 2 ci-dessus):

☐ participation à une organisation criminelle,

☐ terrorisme tel qu'il est défini à l'annexe 45,

☐ traite des êtres humains,

☐ exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie,

☐ trafic de stupéfiants et de substances psychotropes,

☐ trafic d'armes, de munitions et d'explosifs,

☐ corruption, y compris la corruption active et passive,

☐ fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers du Royaume-Uni, d'un État membre ou de l'Union,

☐ blanchiment des produits du crime,

☐ faux-monnayage,

☐ cybercriminalité,

☐ criminalité au détriment de l'environnement, y compris le trafic d'espèces animales menacées et le trafic d'espèces et d'essences végétales menacées,

☐ aide à l'entrée et au séjour irréguliers,

☐ homicide volontaire,

☐ coups et blessures graves,

☐ trafic d'organes et de tissus humains,

☐ enlèvement, séquestration et prise d'otages,

☐ racisme et xénophobie,

☐ vol organisé ou vol à main armée,

☐ trafic de biens culturels, y compris les antiquités et les œuvres d'art,

☐ escroquerie,

☐ racket et extorsion de fonds,

☐ contrefaçon et piratage de produits,

☐ falsification de documents administratifs et trafic de faux,

☐ falsification de moyens de paiement,

☐ trafic de substances hormonales et d'autres facteurs de croissance,

☐ trafic de matières nucléaires et radioactives,

☐ trafic de véhicules volés,

☐ viol,

☐ incendie volontaire,

☐ crimes relevant du ressort de la Cour pénale internationale,

☐ détournement d'aéronef, de navire ou d'astronef,

☐ sabotage.

4. Toute autre information utile (par exemple, le lien entre le bien et l'infraction pénale):

SECTION F: confidentialité

☐ Nécessité de garder confidentielles les informations figurant dans la demande ou une partie de celles-ci

Veuillez mentionner toute information utile:

SECTION G: demandes adressées à plusieurs États

Lorsqu'une demande de confiscation a été transmise à plusieurs États, veuillez fournir les informations suivantes:

1. Une demande de confiscation a été transmise à l'autre État ou aux autres États suivants (État et autorité):

2. Motifs de la transmission de la demande de confiscation à plusieurs États (sélectionner les raisons appropriées):

i) Si une demande porte sur des biens particuliers:

☐ Divers biens faisant l'objet de la demande se trouveraient dans différents États

☐ La demande de confiscation porte sur un bien particulier et requiert des mesures dans plus d'un État

ii) Si la demande de confiscation porte sur une somme d'argent:

☐ La valeur estimée des biens pouvant être confisqués dans l'État requérant et dans tout État requis ne suffirait probablement pas à couvrir le montant total établi dans la décision

☐ Autres besoins particuliers:

3. Valeur des avoirs, si elle est connue, dans chaque État requis:

4. Si la confiscation du ou des biens particuliers requiert des mesures dans plusieurs États, description des mesures à prendre dans l'État requis:

SECTION H: conversion et transfert de biens

1. Si la demande de confiscation porte sur un bien particulier, confirmer si l'État requérant autorise l'État requis à procéder à la confiscation en imposant le paiement d'une somme d'argent correspondant à la valeur du bien:

☐ Oui

☐ Non

2. Si la confiscation porte sur une somme d'argent, indiquer si des biens autres que l'argent résultant de l'exécution de la demande de confiscation peuvent être transférés à l'État requérant:

☐ Oui

☐ Non

SECTION I: contrainte par corps ou autres mesures restrictives de liberté

Veuillez indiquer si l'État requérant autorise l'application, par l'État requis, de la contrainte par corps ou d'autres mesures restrictives de liberté lorsqu'il n'est pas possible d'exécuter la demande de confiscation, en tout ou en partie:

☐ Oui

☐ Non

SECTION J: restitution ou indemnisation de la victime

1. Veuillez indiquer, le cas échéant, si:

☐ une autorité d'émission ou une autre autorité compétente de l'État requérant a rendu une décision tendant à indemniser la victime par le versement à celle-ci d'une somme d'argent, ou à lui restituer cette même somme d'argent, dont le montant est le suivant: …

☐ une autorité d'émission ou une autre autorité compétente de l'État requérant a rendu une décision prévoyant la restitution à la victime du bien ou des biens suivants autres qu'une somme d'argent:

2. Détails de la décision de restitution des biens à la victime ou de la décision d'indemnisation de la victime:

Autorité d'émission (nom officiel):

Date de la décision:

Numéro de référence de la décision (si l'information est disponible):

Description du bien ou des biens à restituer ou montant octroyé à titre d'indemnisation:

Nom de la victime:

Adresse de la victime:

SECTION K: voies de recours

Veuillez indiquer si un recours a déjà été formé contre l'émission d'une décision de confiscation et, dans l'affirmative, veuillez préciser (description du recours, y compris des démarches qu'il a fallu effectuer, et délais):

SECTION L: autorité requérante

Veuillez fournir des informations détaillées sur l'autorité à l'origine de la demande de confiscation:

1. Type d'autorité requérante:

☐ juge, juridiction, procureur

☐ une autre autorité compétente désignée par l'État requérant

2. Coordonnées:

Nom officiel de l'autorité requérante:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Numéro de dossier:

Adresse:

Nº de tél.: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Courriel:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité requérante:

SECTION M: autorité chargée de mettre en œuvre les enquêtes ou les procédures (si elle diffère de celle mentionnée à la section L)

☐ Identique à la section L

Si elle diffère de l'autorité mentionnée à la section L, veuillez préciser:

1. Type d'autorité:

☐ juge, juridiction, procureur

☐ une autre autorité compétente désignée par l'État requérant

2. Coordonnées:

Nom officiel de l'autorité:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Numéro de dossier:

Adresse:

Nº de tél.: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Courriel:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité chargée de mettre en œuvre les enquêtes ou les procédures:

SECTION N: autorité centrale

Veuillez indiquer l'autorité centrale chargée de la transmission et de la réception administratives des formulaires de demande de confiscation dans l'État requérant:

Nom officiel de l'autorité centrale:

Nom de son représentant:

Fonction (titre/grade):

Numéro de dossier:

Adresse:

Nº de tél.: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Courriel:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité centrale:

SECTION O: informations complémentaires

1. Veuillez indiquer si le principal point de contact dans l'État requérant devrait être:

☐ l'autorité requérante

☐ l'autorité compétente

☐ l'autorité centrale

2. Si elles diffèrent de celles indiquées précédemment, veuillez indiquer les coordonnées de la ou des personnes à contacter en vue d'obtenir des informations complémentaires concernant le présent formulaire de demande de confiscation:

Nom/titre/organisation:

Adresse:

Courriel/nº de téléphone:

SECTION P: signature

Signature de l'autorité requérante ou de son représentant certifiant que le contenu du présent formulaire de demande de confiscation est exact et correct:

Nom:

Fonction (titre/grade):

Date:

Cachet officiel (si disponible):

SECTION Q: annexes

L'original ou une copie certifiée conforme de la décision de confiscation doit accompagner le formulaire de demande de confiscation.